SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 28 JUIN 1895.

Rapport de la Commission de la Justice, chargée d'examiner le Projet de Loi complétant les articles 13 et 14 de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive.

(Voir les nos 184 et 194, session de 1894-1895, de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. LAMMENS, Président; ROBERTI, CLAEYS BOÛUAERT, DUPONT et le BARON DE CROMBRUGGHE DE LOORINGHE.

MESSIEURS,

L'article 10 de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive statue que la mise en liberté provisoire des inculpés peut être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Cet article a pour but de substituer la détention de la fortune à la détention de la personne.

Le principe de la condamnation conditionnelle, introduit dans notre législation par la loi du 31 mai 1888, a créé une situation nouvelle. Y a-t-il lieu de maintenir le cautionnement dans le cas où ce principe reçoit son application devant nos tribunaux?

L'Exposé des motifs du Projet de Loi dit avec raison que, dans le cas de condamnation conditionnelle, le cautionnement perd sa raison d'être.

La détention préventive prenant fin par le bénéfice du sursis accordé au condamné, il est logique que le cautionnement, qui n'est qu'une modalité de la liberté provisoire, ne soit pas maintenu comme une garantie.

Le jugement qui accorde le sursis à l'exécution d'une peine corporelle doit donc entraîner la restitution du cautionnement, aussitôt que le jugement est passé en force de chose jugée.

Le Projet de Loi a pour objet de mettre en harmonie les deux lois de 1884 et de 1888, en complétant, dans le sens des considérations qui précèdent, les articles 13 et 14 de la Loi sur la détention préventive.

Votre Commission de la Justice a l'honneur de vous proposer l'adoption de la Loi, qui a été votée par la Chambre des Représentants à l'unanimité des 146 votants.

Le Président-Rapporteur,
JULES LAMMENS.